

COMMENTAIRE HEBDOMADAIRE

Comment vont les consommateurs canadiens? Ça dépend à qui vous demandez...

Par Randall Bartlett, économiste en chef adjoint

Plus tôt aujourd’hui, Statistique Canada a publié les [données du PIB réel pour le premier trimestre de 2026](#). Les chiffres font état d’une progression des achats à la consommation au premier trimestre, y compris après ajustement pour tenir compte de l’inflation – une croissance alimentée principalement par la consommation de services. Ce résultat fait suite à une hausse annualisée de 3,9 % des volumes de ventes au détail d’un trimestre à l’autre au début de l’exercice. Somme toute, ce n’est pas un mauvais début d’année pour les consommateurs canadiens.

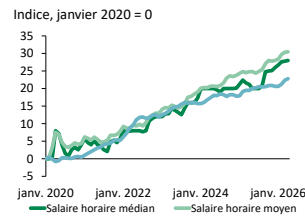
Les nouvelles peuvent sembler bonnes à première vue, mais les résultats plus détaillés donnent à penser que de nombreux ménages canadiens ont de la difficulté à couvrir leurs besoins essentiels. Si la comparaison entre les différentes mesures de la rémunération horaire et l’indice des prix à la consommation (IPC) total suggère que les salaires réels gagnent du terrain depuis environ le milieu de 2023, la hausse des prix des produits de première nécessité, comme le logement, l’alimentation et l’énergie, pointe vers le contraire (graphique 1). En effet, les salaires horaires médians, qui sont moins susceptibles d’être biaisés à la hausse par les ménages aux revenus les plus élevés, témoignent d’une rémunération qui a ralenti par rapport à la progression des coûts du logement, de l’alimentation et, plus récemment, de l’énergie depuis au moins quatre ans.

Ce point est important, car plus le revenu du ménage est faible, plus la part des dépenses consacrées au logement et aux aliments achetés en magasin sera élevée, même si la valeur en dollars

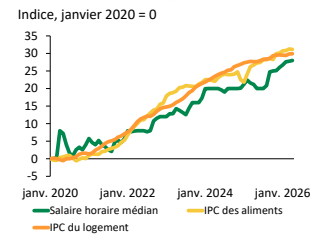
Graphique 1

Le salaire horaire médian n’a toujours pas rattrapé le prix des produits essentiels

Salaires horaires et IPC total



Salaires médians et catégories choisies de l’IPC



IPC : indice des prix à la consommation
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

est plus faible (graphique 2 à la page 2). Pour payer les biens de première nécessité dont les prix augmentent plus rapidement que les salaires, les ménages à faible revenu puisent dans leur épargne, ont recours au crédit et/ou réduisent leurs dépenses. Cette situation se reflète dans les chiffres d’épargne : de tous les contribuables, seule la moitié supérieure au chapitre des revenus est en mesure de mettre de l’argent de côté. Et encore, seuls les contribuables ayant les revenus les plus élevés voient leur capacité d’épargne augmenter chaque année – l’épargne nette du reste des Canadiens et des Canadiennes se détériore de manière généralisée.

Comme s’il n’était pas déjà assez difficile pour les ménages à revenu faible ou moyen de garder la tête hors de l’eau en 2025, le choc des [prix de l’énergie](#) en 2026 risque de

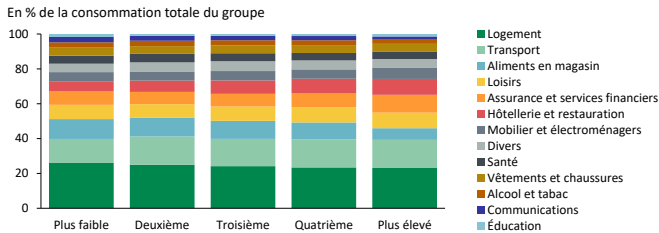
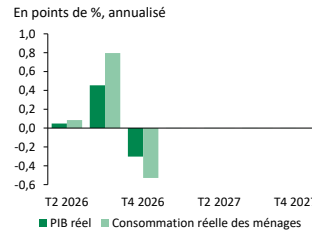
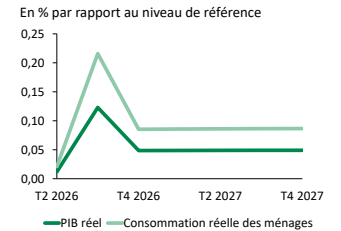
TABLE DES MATIÈRES

Réflexions de la semaine.....	1	À surveiller	3	Indicateurs économiques.....	5
-------------------------------	---	--------------------	---	------------------------------	---

Jimmy Jean, vice-président, économiste en chef et stratège • Randall Bartlett, économiste en chef adjoint
Benoit P. Durocher, directeur et économiste principal • Royce Mendes, directeur général et chef de la stratégie macroéconomique
Mirza Shaheryar Baig, stratège en devises étrangères • Marc-Antoine Dumont, économiste senior • Tiago Figueiredo, stratège macro
Francis Généreux, économiste expert • Florence Jean-Jacobs, économiste principale • Kari Norman, économiste senior • Sonny Scarfone, économiste principal
Oskar Stone, associé en stratégie macro • LJ Valencia, économiste

Desjardins, Études économiques : 514 281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 5552336 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

NOTE AUX LECTEURS : Pour respecter l’usage recommandé par l’Office québécois de la langue française (OQLF), nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. **MISE EN GARDE** : Ce document s’appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement Desjardins ne garantit d’aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d’achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement Desjardins et celui-ci n’est pas responsable des conséquences d’une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu’ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques n’assument aucune prestation de conseil en matière d’investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement Desjardins. Copyright © 2026, Mouvement Desjardins. Tous droits réservés.

Graphique 2
Les ménages ayant les plus faibles revenus consacrent la plus grande part de ceux-ci aux biens essentiels
Consommation des ménages par groupe de revenu*, 2025

Graphique 3
La bonification du crédit pour la TPS/TVH devrait stimuler la consommation et le PIB
Contribution de la mesure à la croissance réelle

Contribution de la mesure au niveau de la production réelle


Desjardins, Études économiques

rendre leur situation beaucoup plus difficile. Et cela commence déjà à s'observer dans les données. La semaine dernière, Statistique Canada a publié les chiffres sur les [ventes au détail](#) pour le dernier mois du premier trimestre de 2026, et les nouvelles n'étaient pas bonnes. Alors que les prix ont augmenté en mars, les volumes de ventes ont diminué, et il semble que le même scénario se reproduira en avril. Ces données laissent entrevoir des dépenses de consommation moroses au tournant du deuxième trimestre, après un début d'année généralement positif. Elles cadrent également avec la faiblesse du marché du travail observée depuis le début de 2026, avec une baisse de plus de 110 000 emplois depuis la fin de 2025, selon l'*Enquête sur la population active* (EPA).

Heureusement pour les consommateurs canadiens, de l'aide est en route. Le 5 juin, le gouvernement fédéral prévoit transférer 3,1 G\$ aux ménages à revenu faible ou moyen par l'entremise de l'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels, un paiement unique qui sera versé à tous les bénéficiaires actuels du crédit pour la TPS/TVH. Selon [notre analyse](#), ce transfert devrait principalement bénéficier aux familles dont le revenu familial net est de 50 000 \$ ou moins. Le [directeur parlementaire du budget](#) estime que cela représentera environ 252 \$ par bénéficiaire. Cette mesure devrait stimuler les chiffres de consommation au troisième trimestre, et peut-être même soutenir les dépenses de consommation en juin. Et à compter de juillet 2026, le crédit annuel pour la TPS/TVH sera rehaussé de 25 %. Si l'on intègre ces mesures politiques à notre cadre d'analyse, il semble que la croissance de la consommation pourrait être jusqu'à 0,5 point de pourcentage plus élevée aux deuxième et troisième trimestres de 2026 (rythme annualisé) qu'elle ne l'aurait été sans ce transfert de revenus (graphique 3). Bien entendu, cela s'ajoute à l'élimination de la taxe d'accise fédérale sur l'essence qui est entrée en vigueur le 20 avril et qui sera maintenue jusqu'à la fête du Travail, même si l'effet de celle-ci a rapidement été effacé par la volatilité continue des prix du pétrole.

Au Québec, le gouvernement provincial a prévu des mesures additionnelles d'allègement du coût de la vie. Il a annoncé qu'une série de produits dans les épicerie et les pharmacies seront exemptés de la TVQ de façon permanente. Il s'est également engagé à offrir une bonification ponctuelle de la composante TVQ du crédit d'impôt pour solidarité, une mesure qui profitera surtout aux ménages à revenu faible ou moyen. Il accordera finalement un rabais ponctuel de 50 \$ sur les droits d'immatriculation. Ces mesures surviennent dans un contexte budgétaire délicat, et à quelques mois d'une élection au Québec. Il demeure que, lorsque combinées aux mesures fédérales, elles apporteront un certain soutien aux ménages québécois pour affronter la hausse du coût de la vie.

Tout compte fait, même si les temps sont difficiles pour de nombreux ménages canadiens, les annonces politiques récentes devraient aider à amoindrir le choc. C'est sans doute une mince consolation dans un contexte où les coûts demeurent élevés et où les gains de rémunération sont toujours plus à la traîne. Mais au moins, ces mesures contribueront à soulager, ne serait-ce qu'un peu, la douleur causée par la hausse des prix.

À surveiller

LUNDI 1^{er} juin - 10:00
Mai

Consensus	53,1
Desjardins	52,2

Avril **52,7**
MERCREDI 3 juin - 10:00
Mai

Consensus	53,9
Desjardins	53,9

Avril **53,6**
 VENDREDI 5 juin - 8:30
Mai

Consensus	85 000
Desjardins	95 000

Avril **115 000**
MERCREDI 3 juin - 8:30
T1 2026

Consensus	t/t
Desjardins	nd

T4 2025 **-0,1 %**
 VENDREDI 5 juin - 8:30
Mai

Consensus	10 000
Desjardins	10 000

Avril **-17 700**

ÉTATS-UNIS

Indice ISM manufacturier (mai) – L'ISM manufacturier a fait du surplace à 52,7 en avril, le même niveau qu'en mars. C'est tout de même un résultat assez élevé, considérant que l'ISM manufacturier se situait à seulement 47,9 à la fin de l'année dernière. On s'attend à un léger recul pour le mois de mai. C'est le message transmis par les indices manufacturiers régionaux publiés jusqu'à maintenant. Celui de la Fed de Philadelphie a notamment reculé de 27,1 points pour tomber en territoire négatif pour la première fois depuis décembre dernier. Somme toute, on anticipe que l'indice passera à 52,2. Il faudra particulièrement surveiller les composantes communiquant des informations sur les prix des intrants ainsi que sur les délais de livraison des fournisseurs pour voir si les chaînes d'approvisionnement commencent à être mises à mal par le conflit au Moyen-Orient.

Indice ISM services (mai) – L'indice ISM services a connu une légère diminution de 0,4 point en avril. Cela marque tout de même un deuxième mois consécutif de recul, une première depuis le printemps 2024. À 53,6, l'ISM services demeure toutefois assez élevé. De plus, on s'attend à une légère hausse pour le mois de mai. L'amélioration de certains indices régionaux non manufacturiers suggère un gain. Toutefois, la diminution des indices de confiance des consommateurs en mai ainsi que la baisse des résultats préliminaires de l'indice PMI services de S&P Global limitent les espoirs d'une forte remontée. L'ISM services pourrait gagner 0,3 point.

Création d'emplois non agricoles (mai) – Appuyé par des gains dans les services de santé, les services de transport et le commerce de détail, l'emploi a enregistré un autre bon gain relatif en avril, avec 115 000 embauches nettes. On s'attend à un résultat semblable pour le mois de mai. Le principal signal d'une assez bonne tenue du marché du travail est la faiblesse continue des demandes hebdomadaires d'assurance-chômage. Les performances observées dans l'enquête hebdomadaire ADP ainsi que le niveau de la confiance des ménages relativement à la possibilité de se trouver facilement un poste suggèrent aussi une croissance de l'emploi assez soutenue. On prévoit un gain net de 95 000 travailleurs. Le taux de chômage devrait rester inchangé à 4,3 %.

CANADA

Productivité du travail (T1) – Nous prévoyons que la productivité du travail dans le secteur des entreprises aura augmenté de 0,3 % au premier trimestre de 2026, après une baisse de 0,1 % au trimestre précédent. Ce résultat s'explique par une diminution probable du nombre total d'heures travaillées (-0,2 %) et une croissance modeste de la production (0,1 %) dans ce secteur. Comme indiqué dans [nos dernières perspectives](#), la croissance économique pour 2026 demeure incertaine. Elle sera modelée par des pressions divergentes découlant des prix élevés de l'énergie et de la révision conjointe de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM), ainsi que d'un vent favorable provenant de l'investissement dans [l'intelligence artificielle et de l'adoption de cette technologie](#).

Création d'emplois (mai) – L'Enquête sur la population active (EPA) de mai devrait montrer une création d'environ 10 000 emplois. La croissance de la population mesurée par l'EPA demeure léthargique et, par conséquent, nous prévoyons que le taux de chômage restera inchangé à 6,9 %. Les prix élevés de l'énergie devraient continuer de limiter l'embauche dans le secteur privé, une situation qui pourrait être encore exacerbée dans les mois à venir par la révision de l'ACEUM. Une attention supplémentaire sera également portée à la dynamique régionale du marché du travail, notamment en raison de la baisse importante de l'emploi au Québec le mois dernier. La croissance des salaires devrait demeurer près de sa trajectoire ferme actuelle, bien que les mesures sur un an devraient rester artificiellement élevées pendant un certain temps en raison d'effets de composition.

MARDI 2 juin - 5:00


Mai	a/a
Consensus	3,2 %
Avril	3,0 %


OUTRE-MER

Zone euro : Indice des prix à la consommation (mai – préliminaire) – Avec la poussée des prix de l'énergie, l'inflation s'est évidemment accélérée en zone euro. Alors que la variation annuelle des prix à la consommation a passé trois mois consécutifs sous la cible de 2 % de la Banque centrale européenne (BCE) entre décembre 2025 et février 2026, elle a bondi à 2,6 % en mars, puis à 3,0 % en avril. C'est la première fois que la barre des 3 % est atteinte depuis l'été 2023. Même en variation mensuelle, l'accélération est frappante, avec deux hausses successives de plus de 1 %. L'inflation devrait rester relativement élevée en mai. Les prix de l'essence ont continué de grimper dans la zone euro au cours des dernières semaines. Les prix des aliments et d'autres biens et services (incluant les tarifs aériens) risquent d'avoir augmenté aussi. Il faudra voir si la poussée inflationniste inquiétera davantage les décideurs de la BCE lors de leur prochaine rencontre.

Indicateurs économiques

Semaine du 1^{er} au 5 juin 2026

Jour	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes
ÉTATS-UNIS						
DIMANCHE 31	8:30	Discours d'un gouverneur de la Réserve fédérale, C. Waller				
	20:30	Discours d'un gouverneur de la Réserve fédérale, J. Powell				
LUNDI 1	10:00	Dépenses de construction (m/m)	Avril	0,1 %	0,1 %	0,6 %
	10:00	Indice ISM manufacturier	Mai	53,1	52,2	52,7
MARDI 2	1:50	Discours du président de la Réserve fédérale de Minneapolis, N. Kashkari				
	8:30	Discours de la présidente de la Réserve fédérale de Cleveland, B. Hammack				
	---	Ventes d'automobiles (taux ann.)	Mai	16 000 000	16 000 000	15 920 000
MERCREDI 3	9:00	Discours d'un vice-président de la Réserve fédérale, M. Barr				
	10:00	Indice ISM services	Mai	53,9	53,9	53,6
	10:00	Nouvelles commandes manufacturières (m/m)	Avril	4,5 %	4,0 %	1,5 %
	14:00	Publication du <i>Livre Beige</i>				
	16:00	Discours de la présidente de la Réserve fédérale de Dallas, L. Logan				
JEUDI 4	8:30	Demandes initiales d'assurance-chômage	25-29 mai	213 000	213 000	215 000
	8:30	Productivité non agricole – final (taux ann.)	T1	0,5 %	0,3 %	0,8 %
	8:30	Coût unitaire de main-d'œuvre – final (taux ann.)	T1	2,5 %	2,8 %	2,3 %
	8:30	Discours du président de la Réserve fédérale de Richmond, T. Barkin				
	13:10	Discours de la présidente de la Réserve fédérale de San Francisco, M. Daly				
VENDREDI 5	8:30	Création d'emplois non agricoles	Mai	85 000	95 000	115 000
	8:30	Taux de chômage	Mai	4,3 %	4,3 %	4,3 %
	8:30	Heures hebdomadaires travaillées	Mai	34,3	34,3	34,3
	8:30	Salaire horaire moyen (m/m)	Mai	0,3 %	0,3 %	0,2 %
	15:00	Crédit à la consommation (G\$ US)	Avril	17,750	12,000	24,855
SAMEDI 6	12:00	Discours d'un vice-président de la Réserve fédérale, M. Barr				
CANADA						
LUNDI 1	12:00	Discours de la première sous-gouverneure de la Banque du Canada, C. Rogers				
MARDI 2	---	---				
MERCREDI 3	8:30	Productivité du travail (t/t)	T1	nd	0,3 %	-0,1 %
JEUDI 4	---	---				
VENDREDI 5	8:30	Création d'emplois	Mai	10 000	10 000	-17 700
	8:30	Taux de chômage	Mai	6,9 %	6,9 %	6,9 %

Note : Desjardins, Études économiques participe à toutes les semaines au sondage de la maison Bloomberg pour le Canada et les États-Unis. Environ 15 économistes sont consultés pour le sondage au Canada et près d'une centaine du côté américain. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure avancée de l'Est (GMT -4 heures).  Prévisions de Desjardins, Études économiques du Mouvement Desjardins.

Indicateurs économiques

Semaine du 1^{er} au 5 juin 2026

Pays	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes		
				m/m (t/t)	a/a	m/m (t/t)	a/a	
OUTRE-MER								
DIMANCHE 31								
Japon	20:30	Indice PMI manufacturier – final	Mai	nd		54,5		
LUNDI 1								
Royaume-Uni	2:00	Prix des maisons – Nationwide	Mai	-0,2 %	2,3 %	0,4 %	3,0 %	
Allemagne	2:00	Ventes au détail	Avril	-0,5 %	-1,6 %	-2,0 %	0,9 %	
Italie	3:45	Indice PMI manufacturier	Mai	52,0		52,1		
France	3:50	Indice PMI manufacturier – final	Mai	48,9		48,9		
Allemagne	3:55	Indice PMI manufacturier – final	Mai	49,9		49,9		
Zone euro	4:00	Indice PMI manufacturier – final	Mai	51,4		51,4		
Zone euro	4:00	Masse monétaire M3	Avril	3,1 %		3,2 %		
Royaume-Uni	4:30	Indice PMI manufacturier – final	Mai	53,7		53,7		
Zone euro	5:00	Taux de chômage	Avril	6,2 %		6,2 %		
MARDI 2								
Zone euro	5:00	Indice des prix à la consommation – préliminaire	Mai	0,1 %	3,2 %	1,0 %	3,0 %	
Japon	20:30	Indice PMI composite – final	Mai	nd		51,1		
Japon	20:30	Indice PMI services – final	Mai	nd		50,0		
MERCREDI 3								
Italie	3:45	Indice PMI composite	Mai	50,0		50,5		
Italie	3:45	Indice PMI services	Mai	49,2		49,8		
France	3:50	Indice PMI composite – final	Mai	43,5		43,5		
France	3:50	Indice PMI services – final	Mai	42,9		42,9		
Allemagne	3:55	Indice PMI composite – final	Mai	48,6		48,6		
Allemagne	3:55	Indice PMI services – final	Mai	47,8		47,8		
Zone euro	4:00	Indice PMI composite – final	Mai	47,5		47,5		
Zone euro	4:00	Indice PMI services – final	Mai	46,4		46,4		
Royaume-Uni	4:30	Indice PMI composite – final	Mai	48,5		48,5		
Royaume-Uni	4:30	Indice PMI services – final	Mai	47,9		47,9		
Zone euro	5:00	Indice des prix à la production	Avril	0,5 %	4,8 %	3,4 %	2,1 %	
JEUDI 4								
Zone euro	5:00	Ventes au détail	Avril	-0,3 %	0,3 %	-0,1 %	1,2 %	
VENDREDI 5								
Inde	0:30	Réunion de la Banque de réserve d'Inde	Juin	5,25 %		5,25 %		
Japon	1:00	Indicateur avancé – préliminaire	Avril	114,5		114,0		
Japon	1:00	Indicateur coïncident – préliminaire	Avril	117,3		116,4		
France	2:45	Balance commerciale (M€)	Avril	nd		-6 864		
France	2:45	Compte courant (G€)	Avril	nd		-1,2		
France	2:45	Production industrielle	Avril	-0,2 %	1,8 %	1,0 %	0,9 %	
Zone euro	5:00	Création d'emplois – final	T1	nd	nd	0,1 %	0,5 %	
Zone euro	5:00	PIB réel	T1t	0,1 %	0,8 %	0,1 %	0,8 %	
Italie	5:00	Ventes au détail	Avril	nd	nd	0,8 %	3,7 %	

NOTE : Contrairement au Canada et aux États-Unis, la divulgation des chiffres économiques outre-mer se fait de façon beaucoup plus approximative. La journée de publication des statistiques est donc indicative seulement. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure avancée de l'Est (GMT -4 heures).